

AUSTRALIE



Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique conjointe
présidée par
SAR le Prince Philippe
du 16 au 27 novembre 2012



agence pour le
commerce extérieur



PRÉFACE

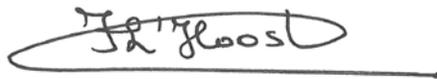
« Si tu es venu parce que tu crois que ta liberté est liée à la mienne, travaillons ensemble », dit un proverbe aborigène d'Australie. À la lumière de l'actualité économique du pays, cette phrase illustre parfaitement la situation australienne sur la scène internationale. En effet, alors que l'Union européenne vit l'une des crises les plus difficiles de son histoire, et que les prévisions de croissance sont anémiques pour 2012, l'Australie connaît elle une période de stabilité économique.

Le pays est en effet le seul membre de l'OCDE à ne pas avoir été en récession lors de la crise de 2008 et 2009. La solidité de son système bancaire est l'une des explications fréquemment avancées, mais c'est surtout l'accroissement du commerce de matières premières vendues par le pays qui a soutenu cette tendance. Dans de nombreux secteurs, l'économie australienne est à la pointe de la technologie. Une mission économique en Australie offre donc de nombreuses opportunités de partenariats dans divers secteurs.

Malgré la bonne santé économique du pays, certains facteurs pourraient porter atteinte à la croissance à long terme en Australie. Le développement économique est en effet inégal, et principalement le fait des régions minières, dont le poids dans le PIB est considérable. Le secteur de l'exploitation des ressources naturelles occupe également une place excessive dans l'organisation des facteurs de production du pays. Du fait de la volatilité des prix des matières premières sur les marchés internationaux, une chute rapide des revenus tirés de ces exportations est également possible, et serait particulièrement dommageable à l'économie australienne.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export, et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire et de se montrer à la hauteur du marché australien.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans la mission qui nous emmènera en Australie.



Fabienne L'Hoost
Directeur général adjoint



Marc Bogaerts
Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

Alors que les perspectives économiques de l'Union européenne peuvent à juste titre paraître peu engageantes pour les entreprises belges, l'Australie semble à de nombreux égards disposer d'atouts de taille pour convaincre nos exportateurs. 19^e économie mondiale, le pays est également l'un des plus ouverts aux exportations et aux investissements étrangers au monde. À ce titre, il est fréquemment présenté comme un havre de paix dans la région d'Asie-Pacifique secouée par de multiples crises.

La gestion macroéconomique du pays est également exemplaire. L'inflation est sous contrôle, et la dette publique est particulièrement basse : 26,8 % du PIB. Cette bonne santé économique, due à la gestion efficace des ressources minières, a permis au pays de passer à travers la crise économique de 2008 et 2009 sans enregistrer de recul de son PIB, ce qui constitue une exception au sein des économies développées. Malgré les récentes inondations qui ont touché le pays début 2011, la croissance économique est restée robuste.

L'Australie est un géant sur le marché mondial des richesses naturelles. Le pays concentre en effet 38 % des ressources mondiales de nickel, 38 % de l'uranium, 33 % du plomb, 28 % du zinc, et 25 % du lignite mondial. Ce sont surtout les réserves de charbon et de minerai de fer qui font du pays l'un des acteurs clés de ce secteur. Avec la hausse du prix de ces deux produits, les entreprises minières ont engrangé des bénéfices considérables qui doivent être réinvestis. Néanmoins, afin de réallouer les ressources au sein de son économie, le gouvernement australien a récemment instauré une taxe sur les profits considérables tirés de la vente des ressources naturelles, dont les effets sur l'industrie minière sont encore incertains.

En tant que 6^e plus grand pays au monde, l'Australie fait face à un défi logistique de taille. Afin de

faire face à la hausse du commerce international qui découlera de l'intensification de ses relations avec l'Asie, le pays doit impérativement mettre son infrastructure de transport à niveau. Tant en matière de commerce maritime (qui représente la majorité du commerce international), qu'en ce qui concerne le transport aérien, par route, et par rail, le gouvernement australien a établi des plans d'action ambitieux pour les années à venir. Étant donné l'expertise belge en la matière, nul doute que ce secteur sera particulièrement porteur pour nos entreprises.

Enfin, le pays offre également de nombreuses opportunités pour les entreprises belges actives dans le secteur de la santé. Tant en matière de produits pharmaceutiques que de soins de santé ou d'appareils médicaux, les perspectives de croissances sont très intéressantes. Les récentes réformes mises en place par le gouvernement et étendant le système de remboursement à de nouveaux médicaments offrent également de nombreux débouchés à nos entreprises. Étant donné le statut d'importateur net du pays, et la réputation des entreprises belges du secteur de la santé et de la biotechnologie (à ce sujet, voir http://www.abh-ace.be/fr/binaries/BIO-TECH_WEB_tcm449-131446.pdf), il ne fait aucun doute que nos entreprises pourront apporter un savoir-faire pointu à leurs partenaires australiens.

Après une première partie consacrée à dresser la situation macroéconomique actuelle de l'Australie, cette étude propose une analyse sectorielle du pays se concentrant sur trois domaines parmi les plus dynamiques. Nous traiterons ainsi en détail des secteurs des mines, du transport et de la logistique, et enfin de la santé. Nous enchaînerons par une analyse des réussites récentes d'entreprises belges en Australie pour conclure par une section décrivant les us et coutumes en vigueur dans le milieu des affaires australien.





TABLE DES MATIÈRES

1 DONNÉES GÉNÉRALES	9
2 DONNÉES ÉCONOMIQUES	13
2.1 INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1 PIB	14
2.1.2 INFLATION	20
2.1.3 CHANGE	22
2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR	24
2.2.1 RELATIONS COMMERCIALES MONDIALES	24
2.2.2 RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA BELGIQUE	27
2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	30
2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE	32
2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON L'OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE	32
2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	33
3 APPROCHE SECTORIELLE	35
3.1 MINES	36
3.2 TRANSPORT ET LOGISTIQUE	38
3.3 SANTÉ	42
4 RÉUSSITES RÉCENTES	45
5 ÉTIQUETTE	49
6 ADRESSES UTILES	53
6.1 EN BELGIQUE	54
6.2 EN AUSTRALIE	55
6.3 SITES À CONSULTER	57
7 SOURCES	59





DONNÉES GÉNÉRALES



- » L'Australie est une démocratie parlementaire fédérale composée de 6 états et de 2 territoires (Territoire de la Capitale australienne et Territoire du Nord). La constitution du pays date de 1901, date à laquelle le Commonwealth d'Australie a cessé d'être une colonie du Royaume-Uni. La chef de l'État est toutefois restée la reine Élisabeth II d'Angleterre. La capitale du pays est Canberra.
 - » La population australienne est de taille moyenne et en croissance : 22,0 millions d'habitants selon les estimations réalisées en 2011 (celle-ci devrait croître de 1,126 % en 2012), dont 89 % en zone urbaine. Les villes les plus peuplées sont Sydney (4,4 millions d'habitants), Melbourne (3,8 millions), Brisbane (1,9 million), Perth (1,6 million) et Canberra (384.000 habitants).
 - L'espérance de vie est élevée, avec 79,5 ans pour les hommes et 84,5 ans pour les femmes.
 - Il y a 50 % de femmes et 50 % d'hommes dans le pays.
 - La population est composée de personnes blanches à 92 %. Les Asiatiques représentent 7 % de la population. Le groupe composé des aborigènes et des autres ethnies représente 1 % de la population.
 - La majorité des Australiens adhérant à une religion sont protestants (27,4 % de la population du pays, principalement anglicans). 25,8 % de la population est catholique, 2,7 % est orthodoxe, et 7,9 % adhère aux autres courants chrétiens. Les bouddhistes et les musulmans représentent respectivement 2,1 % et 1,7 % de la population. 2,4 % des Australiens pratiquent une autre religion, et 30 % de la population n'a pas spécifié sa religion lors du dernier recensement.
 - La population est concentrée le long de la côte est du pays, et dans une moindre mesure le long de la côte ouest. Le centre du pays présente des densités de population particulièrement faibles.
 - » La superficie de l'Australie est de 7.741.220 km², soit le 6^e plus grand pays du monde (253 fois la Belgique). Les terres agricoles constituent 52,8 % du territoire.
 - » La langue officielle est l'anglais. Le chinois est la langue maternelle de 2,5 % de la population, tandis que 1,6 % des Australiens ont pour langue maternelle l'italien. Une faible proportion de la population parle le grec, l'arabe ou le vietnamien (respectivement 1,3 %, 1,2 % et 1,0 %).
 - » Le pays dispose de nombreuses ressources naturelles. On y retrouve quantité de bauxite, de charbon, de minerai de fer, de cuivre, d'étain, d'or, d'argent, d'uranium, de nickel, de tungstène, d'éléments de terres rares, de sables minéraux, de plomb, de zinc, de diamants, de gaz naturel, et de pétrole.
 - » Le climat australien est aride ou semi-aride. Le sud et l'est du pays présentent un climat tempéré, tandis que le nord est caractérisé par un climat tropical. Les températures du mois de novembre à Sydney oscillent généralement entre 15 et 24 °C, et sont similaires sur la côte ouest. La pluviométrie est habituellement faible à cette période.
- La monnaie nationale est le dollar australien (AUD), soit 100 cents. En date du 21 septembre 2012, un AUD valait 0,81 EUR. Le prix du Big Mac (utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises) est en moyenne de 4,94 USD en 2011, contre 4,43 USD dans la zone euro. Cela signifie que le pouvoir d'achat d'un dollar est plus faible en Australie que dans la zone euro.





DONNÉES ÉCONOMIQUES



2.1 INDICATEURS CLÉS

2.1.1. PIB

PIB en volume

En 2011, le produit intérieur brut nominal australien s'est élevé à 1.487,2 milliards d'USD. Le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat atteignait quant à lui 40.831 USD. Sur base des estimations actuellement disponibles, le PIB serait de 1.553 milliards d'USD en 2012 alors que le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat atteindrait 42.670 USD. Selon les derniers calculs des autorités australiennes, le PIB réel du pays devrait croître de 3 % en 2012. Les prévisions de croissance ont récemment été revues à la baisse. Ce sont principalement la hausse du dollar australien et la faiblesse de la demande intérieure qui expliquent ces perspectives plus modestes. Cette croissance n'en est pas moins respectable en comparaison avec celle que connaissent l'Union européenne et la Belgique.

L'Australie fait à plusieurs égards office de bon élève parmi les économies de l'OCDE. Tandis que la plupart de celles-ci se remettent des conséquences de la crise économique de 2008 et 2009, l'Australie peut s'enorgueillir de disposer de fondamentaux économiques parmi les plus sains au monde. Le pays est en effet l'unique économie développée qui n'a pas enregistré de récession en 2009. Alors que la crise politique, budgétaire et monétaire réduit à néant la croissance dans l'Union européenne, l'Australie enregistre en 2011 une croissance de 2 %. Les prévisions futures sont également

PIB EN VOLUME (MILLIARDS D'USD COURANTS) ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, EN %



Source : EIU

favorables, et le PIB du pays devrait progresser de 3 % entre 2011 et 2012.

Les facteurs expliquant la bonne santé de l'économie australienne sont multiples. Le développement économique enregistré par l'ensemble de la zone asiatique, et plus particulièrement par l'Asie du Sud-est, est une des raisons de la croissance australienne. Alors que l'Union européenne voit ses perspectives à court et moyen terme s'éroder, l'Australie peut compter sur ses partenaires asiatiques pour continuer à importer ses produits.

C'est principalement le commerce de ressources naturelles qui a permis au pays de maintenir sa croissance. Le prix des matières premières exportées par l'Australie a en effet connu une croissance rapide entre 2000 et 2011. Sur cette période, le prix de la tonne métrique de charbon est passé de 26,3 USD à 120,94 USD, soit une multiplication par un facteur de 4,6. La hausse du prix du minerai de fer est toute aussi spectaculaire. La tonne métrique anhydre valait 167,75 USD en 2011 alors qu'en 2006 elle s'échangeait contre 69,33 USD. La hausse du

prix des matières premières, principalement due à la croissance des pays émergents d'Asie, a été une bénédiction pour l'économie australienne. Les termes de l'échange se sont en effet sensiblement améliorés sur la décennie passée.

Grâce entre autres aux revenus tirés de ses exportations, l'Australie a su maintenir des finances publiques saines. La dette publique n'a en effet pas dépassé les 30 % du PIB depuis 1999. Le déficit public est également sous contrôle. Après avoir enregistré son mali budgétaire depuis plus de dix ans en 2009 (-4,1 % du PIB), le pays a rapidement pris des mesures visant à équilibrer ses finances publiques. Le déficit devrait donc être résorbé en 2013. Le gouvernement australien a pour ce faire réduit les dépenses dans les domaines de la défense et de l'aide à l'étranger, tout en revenant sur la promesse faite auparavant de réduire l'impôt des sociétés.

Les pays asiatiques voisins ne se contentent pas de fournir des débouchés aux exportations de matières premières australiennes. Les liens économiques tissés avec le voisin néo-zélandais, mais surtout avec la Chine, le Japon et l'Inde, sont particulièrement bénéfiques au pays. La Chine et le Japon sont en effet les deux premiers partenaires commerciaux de l'Australie, et les échanges devraient s'intensifier entre ces pays. Désireuse d'engranger des résultats en matière de libre-échange malgré le ralentissement des négociations de Doha à l'OMC, l'Australie poursuit la libéralisation de son commerce de manière bilatérale. Ce faisant, le pays a conclu des accords de libre-échange avec le Chili, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Thaïlande, et les États-Unis. Plusieurs accords sont en cours de négociations, avec l'ASEAN, la Chine, le Conseil de coopération du Golfe, le Japon et la Malaisie. Le pays est également un des piliers du

« Trans Pacific Partnership », un traité de libre-échange qui vise à intégrer les économies de la région Asie-Pacifique.

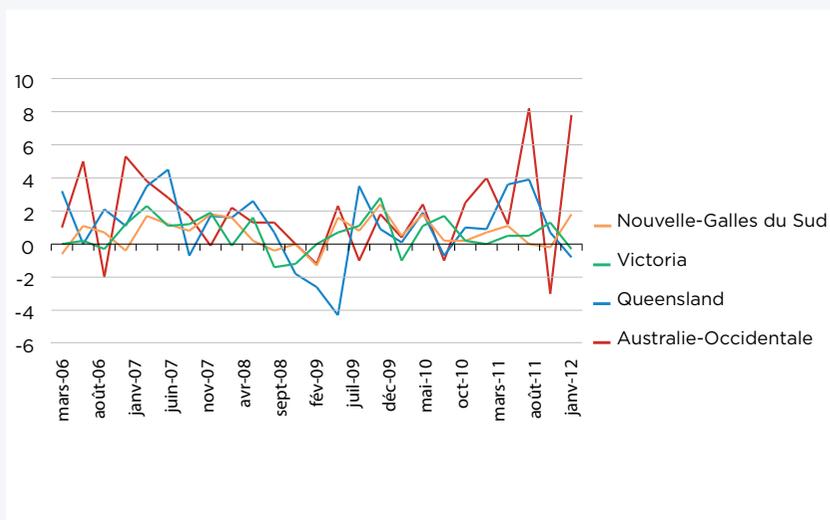
Tous ces facteurs font de l'Australie un pays particulièrement attractif pour les entreprises belges, tant à l'exportation que pour y réaliser des investissements directs étrangers. Le pays est classé 15^e mondial en terme de facilité à y réaliser des affaires. Le délai nécessaire pour y démarrer une activité est l'un des plus courts au monde, tandis que l'accès facile au crédit, le respect des contrats, et la facilité avec laquelle se déroule le commerce international dans le pays sont autant de points favorables à l'Australie.

Tout n'est néanmoins pas rose pour l'économie australienne. Les chiffres agrégés de la croissance cachent en effet des variations considérables dans les performances des différents secteurs du pays.





CROISSANCE DE LA DEMANDE FINALE PAR ÉTAT AUSTRALIEN, EN %, ANNÉE SUR ANNÉE, AVEC AJUSTEMENT SAISONNIER



Source : Australian Bureau of Statistics

La demande enregistrée dans les États d'Australie-Occidentale et de Victoria a progressé à un rythme soutenu depuis octobre 2011. Les progrès enregistrés en Nouvelle-Galles du Sud et dans l'État du Queensland sont quant à eux particulièrement faibles. La croissance du secteur minier et de ses exportations pose également un problème aux autres industries exportatrices australiennes. En effet, la hausse du prix des produits miniers a eu pour conséquence l'appréciation du dollar australien. Les prix des produits exportés par les autres industries du pays ont donc augmenté, et la production australienne a perdu en compétitivité. Les effets des inondations qui ont frappé le pays fin 2010 et début 2011 sont également visibles sur le graphique ci-dessus. Durant le troisième trimestre 2011, le nord-est du pays (et principalement l'État du Queensland) a vu sa croissance économique ralentir. Dans le

Queensland, trois quarts des mines ont dû en effet cesser leur activité, provoquant une montée des prix du charbon et de l'acier sur les marchés mondiaux.

Conscient des déséquilibres induits par le secteur minier, le gouvernement a imposé en juillet 2012 une taxe au secteur, la « mineral resources rent tax ». Largement décrié par les industriels touchés, ce nouvel impôt fixe un taux de prélèvement de l'ordre de 30 % aux compagnies actives dans l'extraction de charbon et de fer.

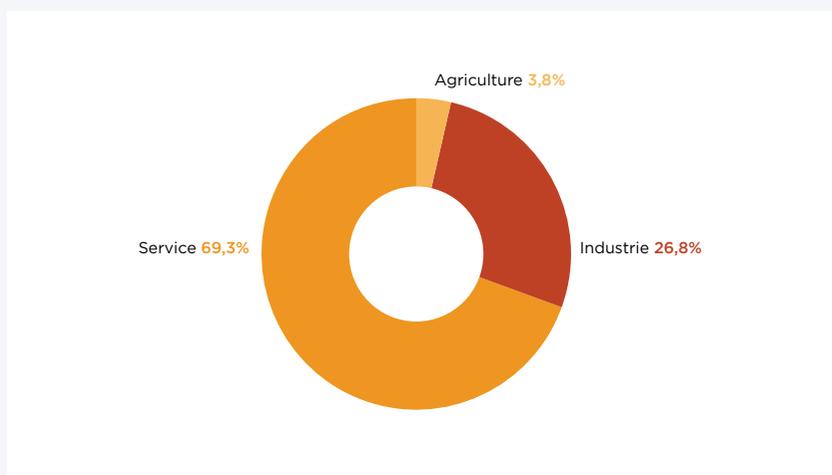


« Core inflation is a bit above two per cent. The financial system is sound. Our government is one among only a small number rated AAA, with manageable debt. We have received a truly enormous boost in national income courtesy of the high terms of trade. This, in turn, has engendered one of the biggest resource investment upswings in our history, which will see business capital spending rise by another 2 percentage points of GDP over 2012/13, to reach a 50-year high. »

Glenn Stevens, Gouverneur de la Reserve Bank of Australia, juin 2012

Composition sectorielle du PIB

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN 2011, EN %



Source : EIU

Secteur primaire

Ce secteur regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, la pêche, ou encore l'exploitation de forêts, de mines, et de gisements divers.

La part du secteur agricole dans l'économie australienne est en baisse constante depuis plusieurs années. Celui-ci reste néanmoins important en comparaison avec les autres économies développées de l'OCDE. Avec 3,8 % du PIB en 2011, il est en effet cinq fois plus important que le secteur agricole belge. Les premières sources de revenus pour le secteur en 2009 étaient la viande bovine indigène (6,3 milliards d'USD de production), le lait de vache (2,8 milliards) et le blé (2,8 milliards). Ce dernier est également le produit agricole le plus exporté par

l'Australie, puisqu'en 2009 ce sont 17,5 millions de tonnes de blé qui ont été exportées.

Le pays est un producteur de toute première importance de pois chiches, de lupin, de laine, de viande de mouton, et d'orge. Pour l'ensemble de ces denrées, il est le deuxième plus grand producteur au monde. Dans une moindre mesure, la production australienne de fèves et féveroles (5^e place mondiale), ainsi que de viande bovine (6^e place) représentent une part considérable de l'offre mondiale. Les ressources forestières du pays sont quant à elles concentrées le long des côtes du nord et de l'est du pays. Selon les dernières données de la Food and Agriculture Organisation, datant de 2005, l'exploitation des ressources forestières fournit du travail à 113.000 équivalents temps plein.

Les ressources aquacoles du pays sont également considérables. Depuis les années '50, la production du secteur de la pêche a connu une croissance de l'ordre de 634 % pour atteindre 243.126 tonnes en 2010.

Outre cette position d'importance dans le secteur de l'agriculture, l'Australie est surtout un géant mondial en matière d'extraction minière. Le secteur contribue en effet à hauteur de 8 % au PIB du pays. Le sol australien contient 38 % des ressources mondiales de nickel, 38 % de l'uranium, 33 % du plomb, 28 % du zinc, et 25 % du lignite mondial. Le pays détient également de grandes ressources d'argent, de diamants, de fer, et d'or. Les deux exportations principales du pays sont le charbon et le minerai de fer. Les ventes de ces deux types de produit ont connu une croissance très rapide ces dernières années, en partie due à la hausse des prix des matières premières. L'industrie minière australienne est de ce fait le secteur ayant enregistré la plus forte expansion entre 2010 et 2011, avec une progression de ses revenus de 32,4 %.

Secteur secondaire

Par secteur secondaire, on entend toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Celui-ci comprend donc de nombreuses formes d'industries, mais également des secteurs tels que la construction.

Le secteur de l'industrie représente plus du quart du PIB australien. Les deux principaux secteurs du pays sont l'industrie minière et l'industrie manufacturière (principalement la trans-



formation de produits alimentaires et boissons, ainsi que produits issus du tabac).

L'industrie minière est le moteur de la croissance du pays. Entre 2009-2010 et 2010-2011, les profits générés par ce secteur ont en effet progressé de 69,9 %. Les revenus ont quant à eux augmenté de 53,7 milliards d'USD sur la période, soit une progression de 32,4 %. Ce pan de l'économie représente 25,1 % de l'ensemble des recettes industrielles engrangées par le pays et 13,6 % de la valeur ajoutée produite par le secteur lors de l'exercice 2010-2011. Entre 1998 et 2009, l'industrie minière a connu une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 3,0 %, portée par les hausses des prix des matières premières observés sur la période.

L'industrie manufacturière représente quant à elle 14,3 % du total des revenus du secteur secondaire australien, et 10,9 % de la valeur ajoutée produite par le secteur secondaire en 2010. Bien qu'important en valeur absolue, cette branche de l'activité n'en a pas moins enregistré une faible croissance sur les dix dernières années. En effet, son taux de croissance moyen entre 1998 et 2009 n'est que de 0,8 %. La croissance enregistrée en chiffres absolus masque toutefois le déclin relatif de l'industrie manufacturière australienne. Alors qu'en 1998 celle-ci s'adjudgeait 11,25 % du total des revenus de secteur secondaire australien, cette part est passée à 8,41 % en 2011.

La croissance la plus rapide a été enregistrée par le secteur de la construction. Entre 1998 et 2009, celui-ci a en effet progressé en moyenne annuelle de 4,7 %, tandis que le PIB ne croissait

que de 3,2 % annuellement. Il s'agit également du premier employeur industriel du pays, puisqu'en 2010-2011, 1,1 million d'Australiens étaient actifs dans le domaine de la construction.



« Moreover while we debate the rise of mining and the much heralded 'decline of manufacturing', we might note that it has been a very long running trend that output and employment in manufacturing has grown more slowly than in the economy as a whole, and that output of various kinds of service provision has grown faster. That has been happening for at least five decades, and in most countries in the developed world. In the case of Australia's manufacturing sector, this decline reverses an earlier rise. In fact, the respective shares of mining and manufacturing in Australia's GDP at present are about where they were in 1900. »

Glenn Stevens, Gouverneur de la Reserve Bank of Australia, juin 2002



Secteur tertiaire

Par secteur tertiaire, on entend l'activité économique constituée du commerce, de l'administration, des transports, des activités financières et immobilières, des services aux entreprises et aux particuliers, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Tout comme dans la majorité des économies développées, le produit intérieur brut de l'Australie est majoritairement généré dans le secteur tertiaire. 69,3 % de l'activité économique enregistrée en 2011 provenait en effet du secteur tertiaire. Selon les derniers chiffres de l'« Australia service roundtable », cette branche de l'économie emploierait 85 % des travailleurs australiens, et 93 % des universitaires.

Outre l'importance du secteur dans l'économie du pays, les services représentent également une importante source de revenus d'exportation. En 2011, le pays a en effet importé pour 59,8 milliards d'USD de services en provenance de l'étranger, et a fourni pour 50,7 milliards d'USD de services à des clients internationaux. Ce sont principalement les secteurs du tourisme éducatif et du tourisme de loisir (respectivement 17,7 milliards et 12,2 milliards d'USD) qui ont été offerts par le pays. Les voyages d'affaires (3 milliards), les services légaux, de comptabilité et de gestion (2,7 milliards) et le transport de passagers (2,7 milliards) complètent le top cinq des services les plus importants à l'exportation. Les autres services de transport ont quant à eux représenté 2,3 milliards d'USD d'exportations.

Après avoir connu une période de déclin début 2012, le secteur des services s'est stabilisé en juin 2012. L'indice de performance des services, calculé par l'Australian Industry Group et la Commonwealth Bank of Australia, a en effet progressé de 5,3 points entre mai et juin 2012. Ceci le place juste sous le seuil des 50 points, qui traduisent une croissance du secteur. Cinq catégories ont enregistré une progression entre mai et juin, à savoir les secteurs du transport et de la logistique, la finance et l'assurance, l'immobilier et les services aux entreprises, les soins de santé ainsi que les services personnels et de loisir.

Le secteur australien de la finance est l'un des plus développés d'Asie. Près de 2.886,9 milliards d'USD d'actifs (240 % du PIB nominal de 2009) étaient en effet en circulation dans le pays en 2009. Ce chiffre fait de l'Australie le troisième plus grand acteur du continent après le Japon et la Chine. Le secteur financier australien est classé 5^e sur 57 pays selon le « Financial Development Index 2010 » pour son degré de sophistication. Enfin, près de 420.000 travailleurs hautement qualifiés sont actuellement employés par ce secteur.

L'Australie est également à la pointe dans le secteur des soins de santé. Elle a d'ailleurs été sélectionnée par Business Monitor International comme étant le meilleur emplacement d'Asie du Pacifique pour réaliser des affaires dans le domaine. Le secteur dans son ensemble représentait 113,10 milliards d'USD en 2010, et devrait atteindre 134,63 milliards en 2011, soit une croissance de 19,1 %.

Enfin, la vente au détail et en gros est deux secteurs d'une importance considérable en Australie. En effet, la vente en gros est le secteur qui contribue le plus à la richesse du pays, avec une part de 15,5 % en 2010-2011 et qui a enregistré la deuxième croissance absolue la plus élevée entre 2009-2010 et 2010-2011, avec 25,0 milliards d'USD de recettes supplémentaires. Le commerce de détail est quant à lui le troisième plus important secteur du pays en terme de revenus créés, avec 368,9 milliards d'USD en 2010-2011. Ce dernier est également le plus grand employeur du pays, puisque 1,4 million d'Australiens sont actifs dans le commerce de détail.



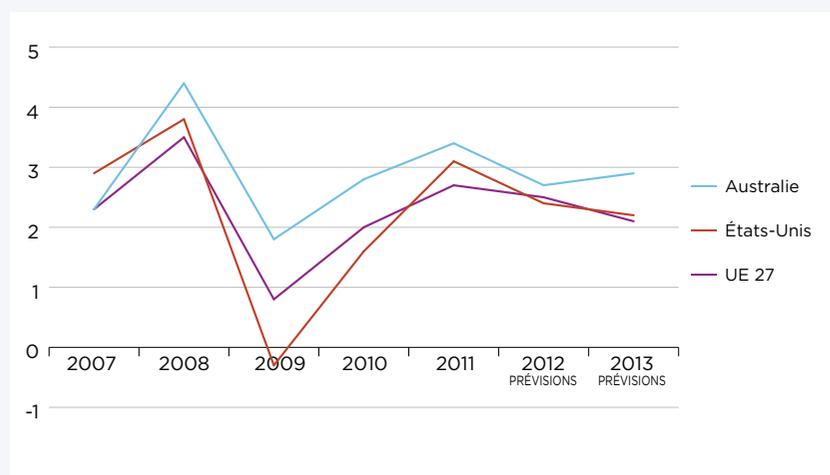
« Australia's biggest services exports are education and tourism, followed closely by financial services. The Global Financial Crisis delivered an enormous financial shake-up to the world – and it also led to four of the top ten banks being Australian – which says much about our economy and business environment. As the Asia Pacific region grows it will increasingly look for a range of financial services that Australia is ideally positioned to provide. The opportunity for European banks and companies to partner with Australian firms to capitalise on that market is enormous. »

Karen Koomen, Présidente de l'Australian Service Roundtable, décembre 2011



2.1.2. INFLATION

TAUX D'INFLATION, EN %



Source : EIU

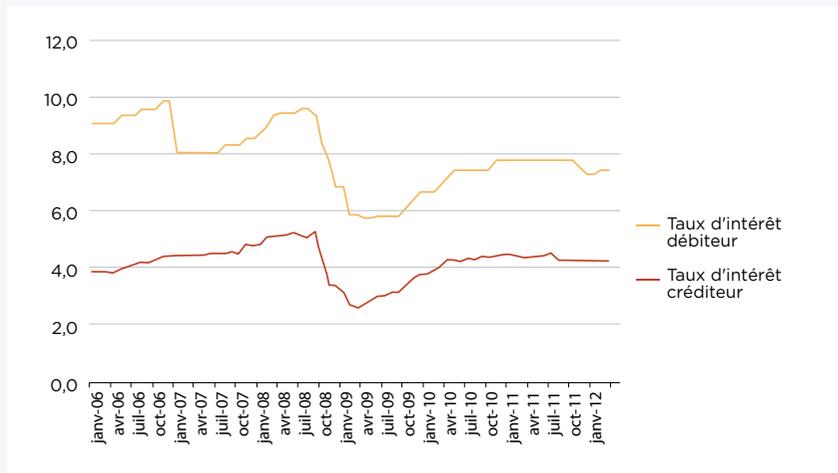
Contrairement à celui des États-Unis et de l'Union européenne, le taux d'inflation australien a peu chuté entre 2008 et 2009. Le ralentissement économique qu'a connu l'Australie a en effet été plus faible qu'en Europe, et les prix se sont donc maintenus à un niveau relativement élevé. Depuis lors, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 3,4 % en 2011. Cette croissance des prix était alors principalement due au renchérissement des produits énergétiques et aux inondations qui ont touché le pays début 2011, poussant les prix des produits alimentaires à la hausse.

Les chiffres actuellement disponibles indiquent un ralentissement de l'inflation en 2012. L'office des statistiques australien souligne en effet que la hausse des prix entre le premier trimestre 2011 et la même période en 2012 s'est limitée

à 1,6 %, alors qu'elle atteignait 3,1 % lors du dernier trimestre de 2011. Grâce à la chute des prix des produits alimentaires (-2,5 % en base annuelle), l'inflation au premier trimestre n'était que de 0,1 %. Les prévisions pour 2012 indiquent néanmoins une hausse des prix de 2,7 %, entre autres due à l'instauration d'une taxe carbone durant le mois de juillet 2012. Celle-ci devrait causer 0,7 % d'inflation.

Les analystes prévoient une inflation annuelle de 2,7 % entre 2012 et 2016. Ils sont toutefois attentifs aux modifications de la situation économique du pays. En cas de ralentissement de la demande intérieure causée par une chute des prix de l'immobilier ou par un resserrement trop rapide de la politique monétaire, l'inflation serait en effet revue à la baisse.

TAUX D'INTÉRÊT EN VIGUEUR, EN %



Source : EIU

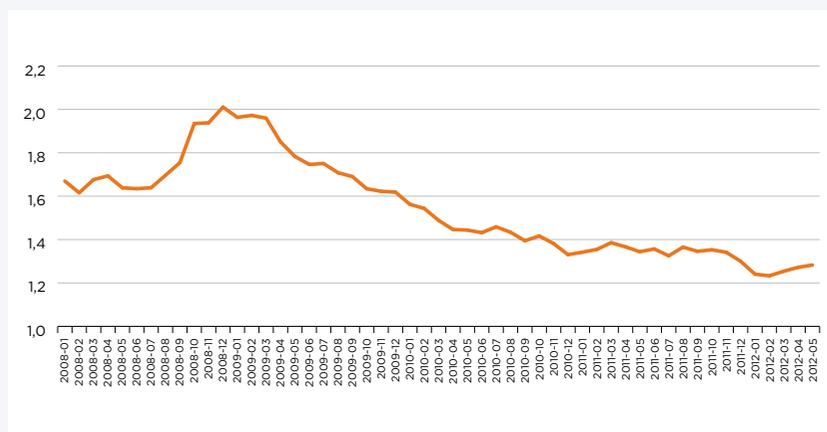
Le mandat de la banque centrale australienne inclut explicitement de soutenir l'emploi dans le pays. C'est en poursuivant cet objectif que les autorités monétaires ont récemment baissé le taux d'intérêt en vigueur dans l'économie. En mai 2012, le principal taux utilisé par la Reserve Bank of Australia a en effet été abaissé de 50 points de base, pour atteindre 3,75 %. Selon les économistes de la banque centrale, le risque d'inflation étant particulièrement peu élevé, les effets positifs de cette baisse de taux sur l'emploi et la croissance justifiaient cette action.





2.1.3. CHANGE

TAUX DE CHANGE EUR/AUD



Source : Eurostat

Le taux de change nominal entre l'euro et le dollar australien est en baisse constante depuis décembre 2008. Tandis qu'à cette époque un EUR s'échangeait contre 2,010 AUD, celui-ci ne valait que 1,2825 AUD en mai 2012. Cette dévaluation de l'euro de l'ordre de 36,2 % est une aubaine pour les exportateurs belges, dont les produits sont devenus comparativement moins chers que ceux produits en Australie. Cette évolution est également observée dans le taux de change USD/AUD, qui a connu une diminution similaire.

Le principal facteur explicatif de l'appréciation du dollar australien est la hausse des prix des produits exportés. Les produits minéraux et le charbon ont vu leurs prix augmenter, ce qui s'est traduit par une demande accrue d'AUD. Les taux d'intérêt en vigueur en Australie sont également

plus élevés qu'ailleurs. Ceci fait affluer les capitaux étrangers dans le système financier du pays.

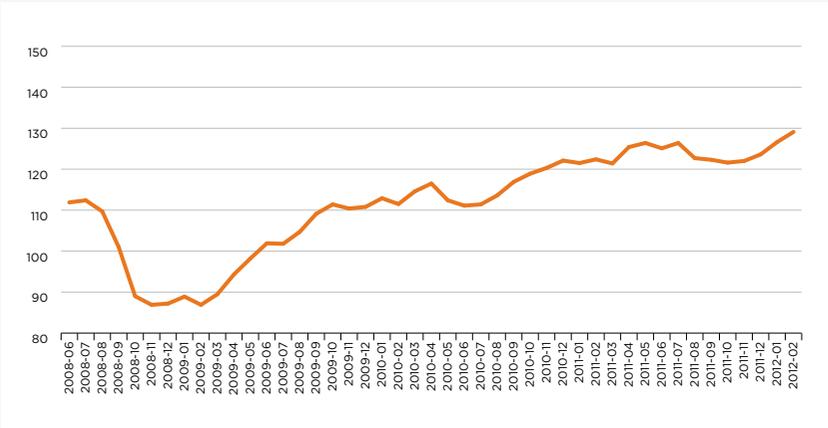
Afin d'enrayer l'appréciation du dollar australien et ses effets négatifs sur les exportations du pays et soutenir la croissance, la banque centrale d'Australie a baissé son taux d'intérêt principal à plusieurs reprises en 2012. L'intervention du mois de mai 2012 a été particulièrement remarquée, puisqu'elle a porté celui-ci à 3,75 %, soit une diminution de 50 points de base. Le dollar australien s'est alors déprécié, passant de 0,95961 USD/AUD le 1^{er} mai 2012 à 1,03478 USD/AUD le 4 juin 2012. Depuis lors, porté par les tendances structurelles énoncées plus haut, le dollar australien s'est à nouveau apprécié.

Le taux de change de la monnaie australienne devrait s'affaiblir dans le

courant de l'année 2012, tandis que les prix des produits exportés par l'Australie chuteraient. Cette tendance devrait se poursuivre en 2013 et 2014. Les analystes s'attendent à un taux de change USD/AUD de l'ordre de 1,0200 en 2016. Ces prévisions sont toutefois sujettes à révision. L'économie australienne est en effet particulièrement sensible aux évolutions de la crise en Europe et à la bonne santé de l'économie chinoise.

En dehors des taux de change par rapport au dollar et à l'euro, il semble judicieux d'analyser le taux de change effectif réel de l'Australie. Cette mesure est souvent un meilleur indicateur de la situation économique du pays. Celui-ci prend en effet en compte l'indice des prix et pondère le taux de change nominal selon un panier de devises représentatif des exportations et importations du pays. Il est de ce fait plus proche d'un indicateur de la compétitivité prix du pays en question. L'évolution de celui-ci confirme également que le dollar australien s'est apprécié depuis fin 2008.

TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL (2005=100)



Source : EIU

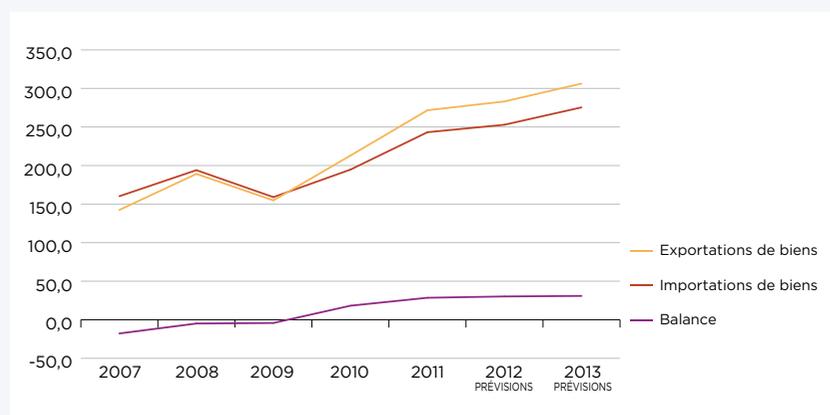




2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

2.2.1. RELATIONS COMMERCIALES MONDIALES

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES,
MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU

L'Australie est un acteur d'importance dans le commerce mondial. Le pays est le 21^e exportateur mondial de marchandises (19^e importateur) et le 22^e exportateur de services (21^e importateur). Son économie représentait 1,39 % du commerce international en 2010. Après avoir chuté en 2009 suite à la crise économique et financière, tant les exportations que les importations australiennes sont rapidement reparties à la hausse. Cette vigueur du commerce australien est en partie due à la croissance de la Chine et des autres pays asiatiques, qui ont sensiblement moins souffert de la crise que les pays européens ou les États-Unis.

L'Australie est un des acteurs clés du marché des ressources minières,

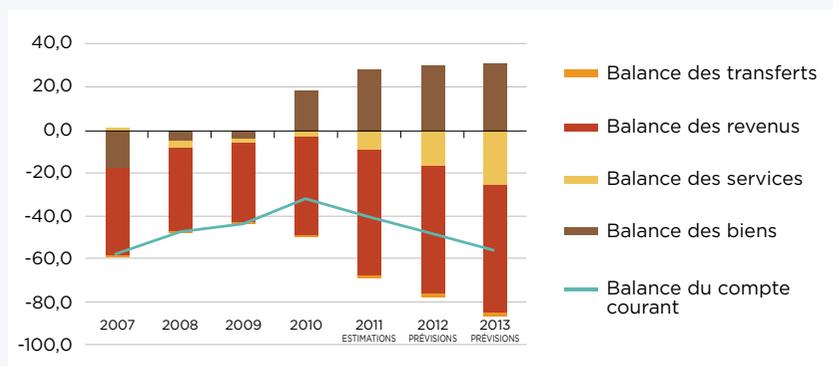
qui constituent la majorité de ses exportations actuellement. L'importance de ce secteur dans le commerce international de l'Australie est à la fois une bénédiction et une tare. Les exportations australiennes étant en effet massivement composées de ressources minières, celles-ci déséquilibrent la balance commerciale du pays, ce qui se traduit par une hausse du dollar australien défavorable aux autres industries exportatrices. Malgré les interventions de la Reserve Bank of Australia, le dollar australien ne cesse en effet de s'apprécier depuis décembre 2008. Le surplus de la balance commerciale enregistré l'année passée est principalement dû à la hausse du prix du charbon, qui a progressé de près de 22,2 % entre 2010 et 2011. Bien que les mines du pays

aient subi des perturbations à la suite des inondations qui ont touché le pays en janvier 2011, la hausse du prix du charbon a plus que compensé ce ralentissement de la production.

La position du pays en matière de commerce international a récemment évolué. En effet, face à l'impasse des négociations de Doha à l'OMC, la Première Ministre a ouvert une nouvelle voie. L'Australie souhaite travailler de manière plus pragmatique, en se concentrant sur les sujets pouvant aboutir rapidement. La priorité du pays est donc de favoriser l'accès aux marchés des services à ses entreprises. Outre les négociations à l'OMC et à l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation), le pays est également partie prenante au Trans Pacific Partnership Agreement, qui regroupe les économies des États-Unis, de l'Australie, du Pérou, de la Malaisie, du Vietnam, de la Nouvelle-Zélande, du Chili, de Singapour et du Brunei. Avec l'entrée dans les négociations du Canada, du Japon et du Mexique, cet accord concerne la majorité des grandes économies d'Océanie et d'Amérique. Son objectif principal est de réduire les tarifs commerciaux entre les pays membres.

Enfin, l'Australie négocie actuellement des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, le Japon et la Chine. Ceux-ci devraient, s'ils aboutissent, se traduire par une augmentation du commerce extérieur australien.

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT, MILLIARDS D'USD À PRIX CONSTANT



Source : EIU

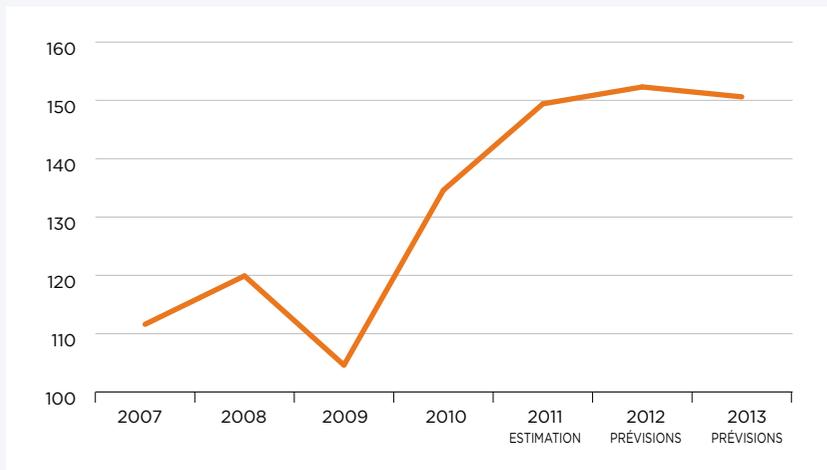
Bien que la balance commerciale australienne enregistre un surplus depuis 2010, la balance du compte courant reste en déficit. Ce sont principalement les transferts de revenus vers l'étranger (salaires versés ou reçus de l'étranger et revenus tirés des investissements à l'étranger ou versés aux étrangers ayant investi dans le pays) qui grèvent la balance du compte courant. La dette australienne étant détenue en grande partie par des étrangers, les intérêts versés sont considérables. La balance des services est historiquement négative, et son déficit devrait se creuser dans le futur. L'appréciation du dollar australien sera en effet un frein aux dépenses des touristes dans le pays.

Après avoir chuté en 2009, les termes de l'échange australien ont rapidement rebondi en 2010 et 2011. Cet indicateur est calculé en réalisant le ratio entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation. Des

termes de l'échange en croissance sont donc une bonne chose pour le pays, qui paie relativement moins cher ses importations ou tire plus de revenus de ses exportations. Les prix des importations et des exportations ont tous deux augmenté sur la période analysée, mais l'indice des prix des produits australiens vendus à l'étranger a progressé beaucoup plus rapidement. Entre 2009 et 2010, ceux-ci ont en effet enregistré une croissance de 34,8 %. Ce sont principalement les hausses des prix de matières premières exportées par l'Australie (charbon et fer) qui ont généré ces fluctuations.



TERMES DE L'ÉCHANGE (1990=100)



Source : EIU

L'Australie exporte principalement à destination des pays d'Asie. Si l'on analyse plus en détail les clients principaux du pays, nous retrouvons :

- » la Chine (27,4 %),
- » le Japon (19,2 %),
- » la Corée du Sud (8,9 %),
- » et l'Inde (5,8 %).

L'importance de l'Asie est aussi visible dans les importations. Les principaux fournisseurs de l'Australie sont :

- » la Chine (18,4 %),
- » les États-Unis (11,3 %),
- » le Japon (7,8 %),
- » et l'Allemagne (4,6 %).

Le pays exporte principalement des produits à faible valeur ajoutée issus de l'exploitation de ses ressources naturelles. On y retrouve les secteurs suivants :

- » les minerais métalliques (29,4 %),
- » le charbon (17,9 %),
- » les métaux travaillés (13,3 %),
- » et les produits de l'extraction de pétrole et de gaz (9,0 %).

Les produits importés sont à plus haute valeur ajoutée. Les plus importants sont les suivants :

- » les machines et équipements (27,8 %),
- » le matériel de transport (12,7 %),
- » les produits de l'extraction de pétrole et de gaz (10,2 %),
- » et les produits chimiques (9,9 %).

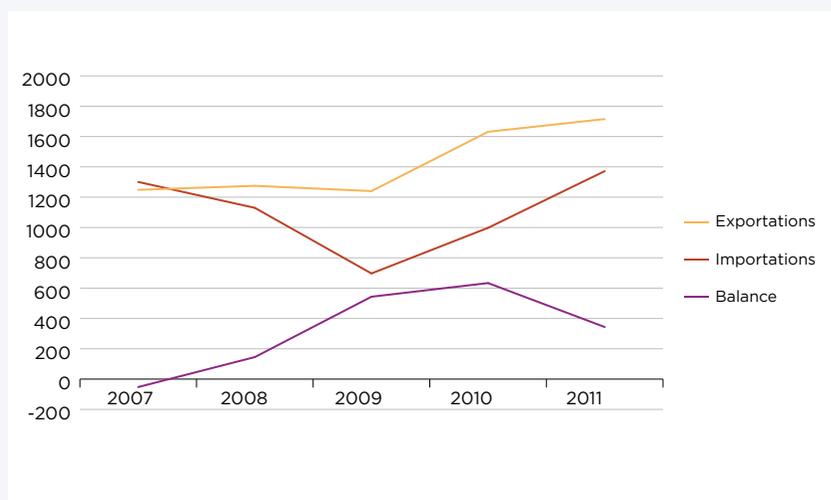


« We face a remarkable period in history. The centre of gravity of the world economy seems to be shifting eastwards – towards us – perhaps even faster than some of the optimists had expected. Granted, that is partly because the relative importance of Europe seems to be shrinking, perceptibly, under the weight of its internal problems. But even if the Europeans manage the immediate problems well, there is no mistaking the long-run trend. »

Glenn Stevens, Gouverneur de la Reserve Bank of Australia, juin 2012

2.2.2. RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA BELGIQUE

ÉCHANGES BILATÉRAUX DE BIENS ENTRE LA BELGIQUE ET L'AUSTRALIE, EN MILLIONS D'EUR



Source : Banque Nationale de Belgique



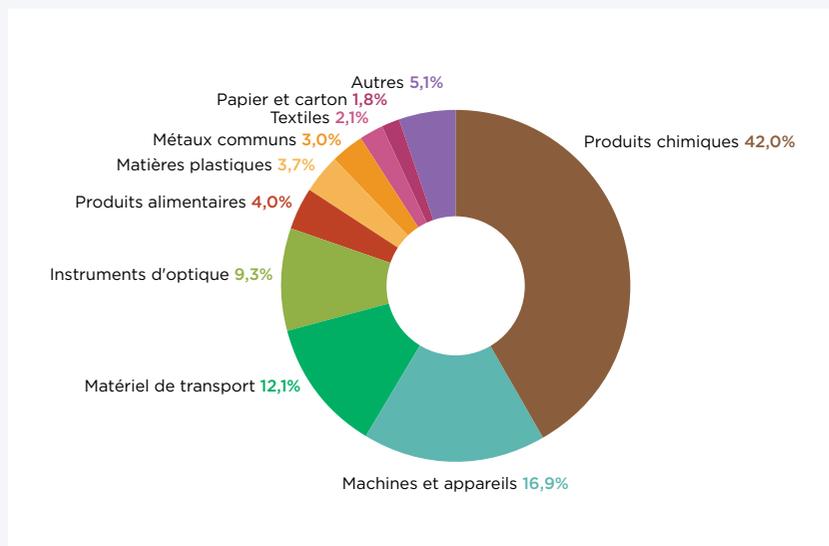
L'Australie est un partenaire commercial important pour la Belgique en Océanie. Avec 1.715,2 millions d'EUR de marchandises belges exportées vers le pays, celui-ci est le 28^e client de la Belgique en 2011. Ce chiffre traduit une hausse de 5,2 % par rapport à l'année 2010. L'Australie se classe 33^e parmi les fournisseurs de notre économie, avec 1371,6 millions d'EUR.

La balance commerciale de la Belgique avec le pays est excédentaire depuis 2008. Notre excédent a augmenté entre 2008 et 2010, alors que les exportations belges progressaient plus rapidement que les importations. La crise économique s'est en effet peu fait sentir du côté des ventes de produits belges en Australie, tandis que les importations belges en provenance du pays ont fortement chuté. La demande de produits minéraux, première section à l'importation pour notre pays, s'est en effet ralentie avec la crise de 2008 et 2009. Tandis que notre pays renouait avec la croissance, les importations de produits australiens ont rebondi, et le surplus de la balance commerciale s'est réduit en 2011.

La banque de données de l'Agence pour le Commerce extérieur démontre l'intérêt que témoignent les entreprises belges pour le marché australien. En avril 2012, on comptait 1.383 exportateurs actifs dans ce pays et 1.873 entreprises intéressées par ce marché (sur un total de plus de 20.000 entreprises). Le grand nombre d'entreprises intéressées illustre l'intérêt d'une mission économique conjointe en Australie



RÉPARTITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS BELGES VERS L'AUSTRALIE, EN 2011, EN %



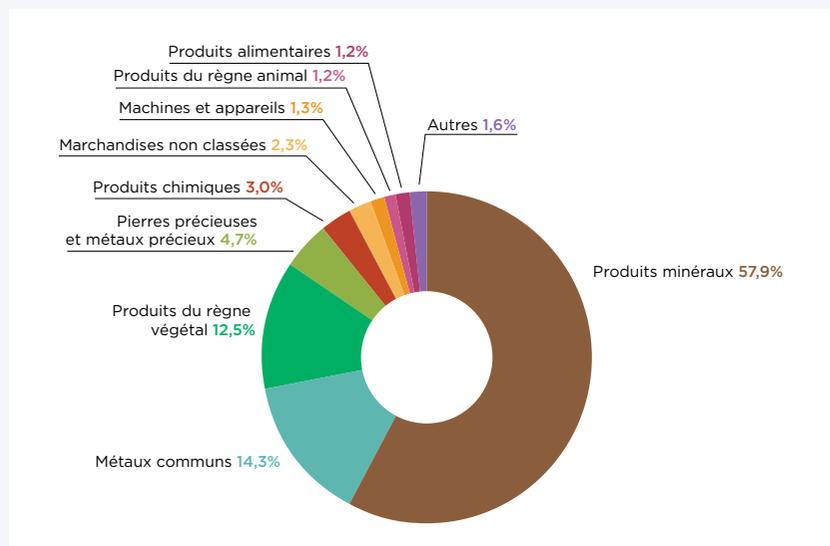
Source : Banque Nationale de Belgique

Les produits chimiques ainsi que les machines et appareils, deux sections traditionnellement prépondérantes dans le commerce extérieur belge, représentent à elles deux plus de la moitié des exportations vers l'Australie. Les ventes de la section des produits chimiques ont baissé de 4,8 % entre 2010 et 2011, tandis que celles de la section des machines et appareils ont progressé de 28,3 %.

La plupart des secteurs d'exportation ont progressé en 2011. Ce sont les exportations de produits alimentaires (+37,1 %) ainsi que de machines

et appareils (+28,3 %) qui ont le plus augmenté. La section du matériel de transport a quant à elle connu une croissance de 19,2 %. Les ventes de papiers et cartons, des métaux communs et des produits chimiques ont chuté respectivement de 33,4 %, de 8,8 % et de 4,8 %.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS BELGES D'AUSTRALIE, EN 2011, EN %



Source : Banque Nationale de Belgique

Plus de la moitié des importations en provenance d'Australie sont constituées de produits minéraux. Les principales sous-sections de ce groupe sont celles des combustibles minéraux ainsi que des minerais, scories et cendres. La catégorie des métaux communs, et principalement du nickel, représente quant à elle 14,3 % des importations (196,4 millions d'EUR). Enfin, les produits du règne végétal s'adjugent un peu plus du dixième de nos importations, soit 171,5 millions d'EUR. Les achats de produits minéraux ont progressé de 56,9 % entre 2010 et 2011, tandis que les importations de produits du règne végétal ont augmenté de 50,3 % sur la période.

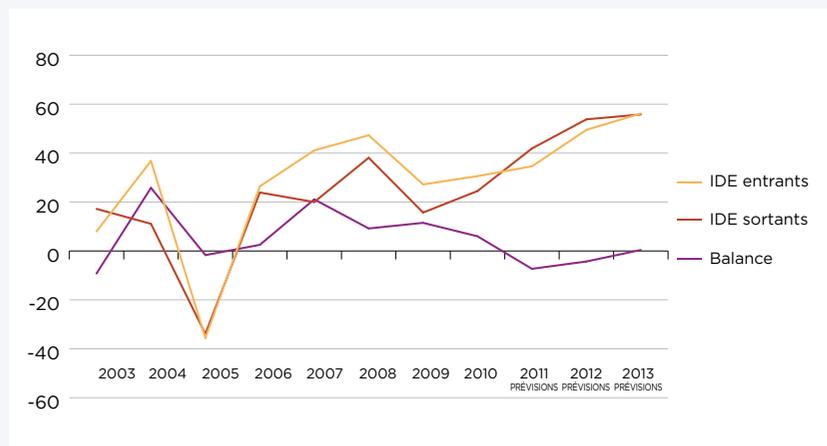
Seules deux catégories de produits ont vu leurs importations diminuer entre 2010 et 2011, à savoir les instruments d'optique et les produits chimiques, qui ont connu des contractions respectives de 22,5 % et 33,8 %.

Outre la croissance spectaculaire enregistrée par les sections des produits minéraux et des produits du règne végétal, il faut souligner que les marchandises non classées ont connu une progression de 42,7 % en 2011. Toutes sections confondues, les importations en provenance du pays ont progressé de 37,5 % entre 2010 et 2011.



2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU

À eux seuls, les États-Unis et le Royaume-Uni s'attribuent plus de la moitié des IDE entrants en Australie (respectivement 27,4 % et 23,2 %). Les flux en provenance d'Asie ont quant à eux progressé ces dernières années. Le Japon et Singapour occupent en effet la troisième et quatrième place du classement, avec 6,1 % et 2,4 % du total des IDE entrants. La Chine joue un rôle de plus en plus important dans ce domaine, enregistrant une croissance de près de 90 % entre 2006 et 2011. Ceux-ci restent néanmoins faibles en valeur absolue

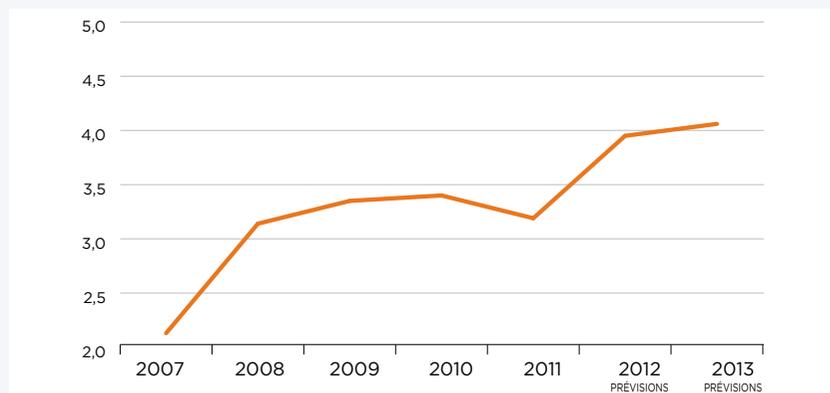
On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une entreprise étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont généralement classifiées selon deux grands groupes : les investissements dits « greenfields », qui visent à créer une entreprise de toutes pièces, et les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Située à proximité d'une zone de croissance économique particulièrement prisée des investisseurs, l'Australie est pour de nombreuses entreprises une base stratégique dans le déploiement en Asie. Tant en matière de flux d'IDE sortants qu'en termes d'IDE entrants, le pays est un des principaux acteurs régionaux.

Depuis 2005, les investissements en Australie ont en effet fortement progressé. Tandis que le pays enregistrerait un désinvestissement de l'ordre de

35,6 milliards d'USD en 2005, ce sont 30,6 milliards d'USD qui ont été investis en Australie en 2010. Ceux-ci ont été principalement dirigés vers le secteur minier, qui représente à lui seul 31,9 % des investissements directs étrangers. Le secteur de la fabrication, pris dans son ensemble, s'octroie 18,7 % du total des IDE entrants de 2010. L'État de Nouvelle-Galles du Sud est le centre financier du pays, et a attiré de nombreux investissements du secteur de la finance et de l'assurance. L'Australie dispose en effet de la 9^e richesse privée totale la plus élevée au monde selon le « World Wealth Report 2011 » de Capgemini et Merrill Lynch. La croissance des IDE enregistrée entre 2005 et 2010 est principalement due au secteur minier (88 milliards d'USD d'augmentation, soit 138 % de la croissance totale des IDE), à la fabrication (34 milliards d'USD, 62 % de la croissance totale des IDE) ainsi qu'à la finance et l'assurance (22 milliards d'USD, 51 % de la croissance totale des IDE).

PART DES FLUX D'IDE MONDIAUX DIRIGÉS VERS L'AUSTRALIE, EN %



Source : EIU

Les investissements réalisés par les entreprises australiennes sont principalement dirigés vers le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis, qui représentent ensemble 46,0 % du total des IDE australiens. L'Europe prise dans son ensemble a attiré 28,9 % des flux d'investissement australiens en 2010, tandis que les pays asiatiques se sont octroyé 16,1 % de ceux-ci (principalement du fait des investissements réalisés à Singapour). Ce sont surtout des investissements dans les secteurs de l'extraction minière (67,9 %). L'intermédiation financière et la fabrication au sens large représentent quant à eux respectivement 19,0 et 18,4 % des IDE réalisés par l'Australie.

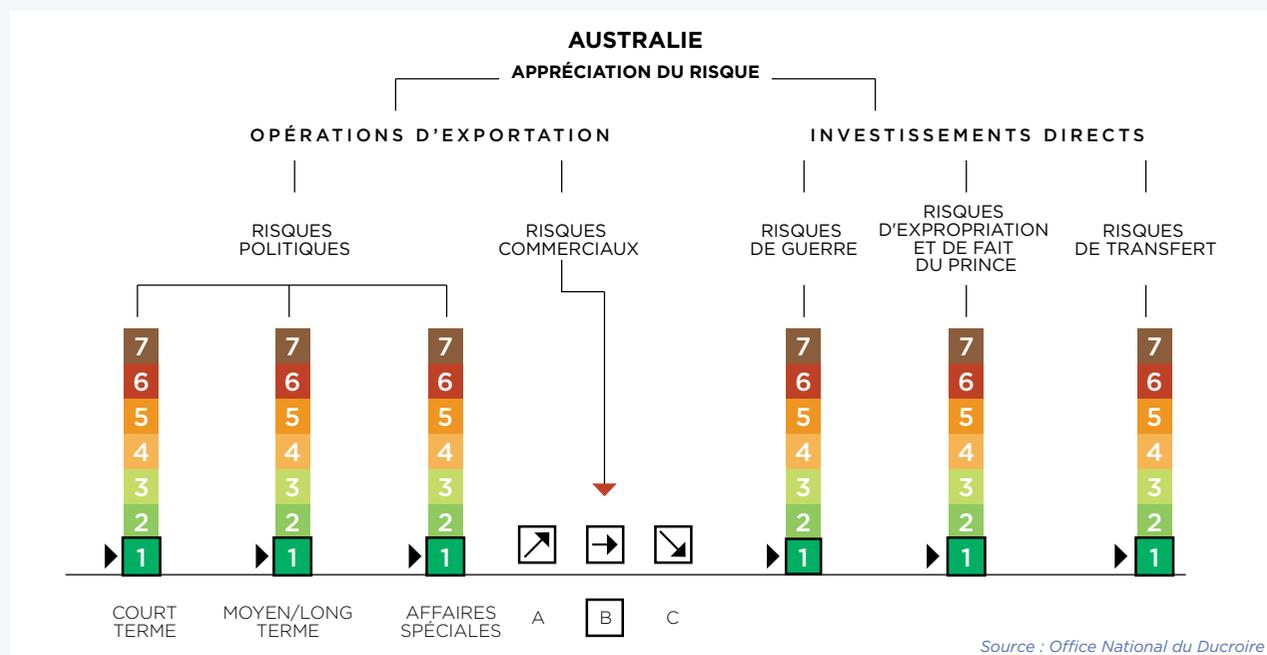
Les facteurs expliquant le succès du pays aux yeux des investisseurs sont multiples. Outre la bonne santé de l'économie australienne, et la localisation idéale du pays à proximité de l'Asie, le cadre réglementaire favorable est déterminant dans la per-

formance australienne. L'OCDE a en effet identifié le cadre juridique australien comme l'un des plus favorables aux investisseurs. Toutefois, avec un indice de protection des investisseurs de 5,7 sur 10, l'Australie est classée 65^e sur 183 pays dans le classement Doing Business 2012 de la Banque Mondiale. C'est le critère mesurant la responsabilité des administrateurs d'entreprise en cas de délit d'initié qui grève le score australien. Les indicateurs de transparence et d'accès au système juridique en cas de problème sont quant à eux supérieurs à la moyenne de l'OCDE.



2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1. APPRÉCIATION DU RISQUE SELON L'OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE



L'Office National du Ducroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour l'Australie sont excellentes, tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

Les « risques politiques » auxquels les investisseurs s'exposent en Australie sont très faibles, que ce soit à court ou

à moyen et long terme (classes 1 sur 7). Le « risque politique » doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le « risque commercial » se situe en classe B, soit un risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité

de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour les opérations faisant l'objet d'une durée de crédit de moyen/long terme, l'ONDD peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise. Les plafonds de couverture de l'ONDD pour ce pays ont été fixés à 2.250 millions d'EUR (court terme et affaires spéciales ainsi que moyen/long terme et investissement). Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 5 ans (8,5 ans au cas par cas). Les finan-

gements à caractère concessionnel sont exclus.

L'ONDD assure les investissements dans ce pays contre 1) le risque de guerre, 2) le risque d'expropriation et de fait du prince et 3) le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Investissements directs

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. L'Australie obtient ici la cotation excellente de 1 sur 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dis -) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Avec une note de 1 sur 7, l'Australie obtient un résultat exceptionnel. Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 1 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques mineurs (pour de plus amples informations, voir www.ondd.be).

2.4.2. AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne repreneons ici qu'une sélection des plus connues.

- » Dans le Global Competitiveness Report 2011-2012 du World Economic Forum, l'Australie obtient la 20^e place sur 139 pays classés selon leur compétitivité, derrière l'Autriche, mais devant la Malaisie. Ce résultat est un statu quo par rapport au précédent rapport : il reste très bon. Il est principalement dû à l'efficacité de ses marchés financiers (6^e place mondiale) et à la stabilité de son système bancaire (4^e). Les ressources humaines du pays sont également particulièrement bien formées. Grâce à sa stabilité macro-économique exemplaire et à sa dette publique particulièrement basse (la deuxième plus basse au sein des économies avancées, après le Luxembourg), le pays est particulièrement bien positionné dans le classement. Les principaux facteurs cités comme étant des freins au commerce sont la réglementation du marché du travail (citée par 16,6 % des participants au sondage du World Economic Forum), la bureaucratie (12,3 %), et les taux de taxation élevés (12,3 %).
- » Le pays est 17^e sur 132 pays en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2012 du World Economic Forum, soit une régression

de deux places par rapport à la dernière édition du rapport datant de 2010.

- » L'OCDE évalue le risque pays à 0 sur 7 en Australie, soit un risque minimum.
- » Selon l'Index of Economic Freedom 2012 de la Fondation Héritage, le pays se classe 3^e sur 179 avec un score de 83,1 sur 100 (en hausse).
- » La dette du gouvernement australien est notée Aaa selon Moody's Investors Service, et AAA par Fitch et Standard & Poor's, soit un niveau très sûr. Les perspectives des trois agences sont stables, signalant que le pays devrait garder ces notations dans le futur proche.
- » Finalement, selon l'indicateur Doing Business 2012 de la Banque Mondiale, le pays se classe à la 15^e place sur 183, soit une chute de quatre places par rapport à l'année précédente. Il réalise un bon score concernant les délais de création d'entreprises, ainsi que l'accès au crédit. Les résultats sont plus défavorables concernant la protection des investisseurs.



APPROCHE SECTORIELLE



3.1 MINES

(en millions d'USD)	2010	2011	2012 (prévisions)	2013 (prévisions)
Taille du marché	526.9	560.1	588.1	619.3
Production locale	266.4	282.3	299.2	314.1
Exportations	81.3	84.5	87.8	904.3
Importations	341.8	362.3	376.7	395.5

Source : U.S. Commercial services

L'Australie fait partie des géants du secteur minier mondial. Le sol du pays concentre 38 % des ressources mondiales de nickel, 38 % de l'uranium, 33 % du plomb, 28 % du zinc, et 25 % du lignite mondial. Grâce à l'exploitation de ces ressources, le pays a connu plusieurs années de croissance ininterrompue. Lors de la crise économique de 2008 et 2009, il a été l'un des seuls pays de l'OCDE à ne pas entrer en récession grâce à la contribution du secteur minier dans son économie. Ce secteur est également le plus rentable de l'économie australienne.

Alors qu'en 2004 l'extraction et la transformation des ressources minières du sol australien ne représen-

taient que 4 % du produit intérieur brut du pays, ce secteur s'adjuge aujourd'hui 8 % du PIB. Entre mars 2010 et mars 2011, les exportations de produits minéraux ont atteint 155 milliards d'USD, soit 11,4 % du PIB. Pris dans son ensemble, le secteur représente 52,8 % des exportations du pays. Malgré l'importance économique du secteur, celui-ci est un employeur de petit ordre. En mai 2011, seuls 217.000 travailleurs étaient actifs de manière directe dans l'industrie minière.

Les raisons de la croissance du secteur sur la période sont internes et externes. Malgré les progrès enregistrés en matière de productivité et l'importance des découvertes de

nouveaux gisements, la croissance est davantage le fruit de la hausse de la demande de matières premières. Portés par la croissance asiatique, en général, et chinoise, en particulier, les cours de la majorité des matières premières ont connu une flambée sans précédent durant les années 2000, qui n'a été ralentie que durant la période de la crise économique et financière de 2008-2009. Les prix du charbon et du minerai de fer, les deux principaux minéraux exportés par le pays, ont progressé entre 2000 et 2011 de respectivement 416 % et 141 %. Cette tendance à la hausse s'est reflétée par une amélioration des termes de l'échange australiens, qui ont atteint un niveau jamais vu depuis la guerre de Corée.

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES EXPORTÉES PAR L'AUSTRALIE



Source : Banque Mondiale

Mais paradoxalement, la croissance du secteur pèse lourdement sur les perspectives de plusieurs autres pans de l'économie australienne. En effet, le pays a contracté la « dutch disease ». La hausse du cours des matières premières exportées a en effet tiré le dollar australien à la hausse, ce qui se répercute sur la compétitivité des autres secteurs exportateurs. Les domaines du tourisme et de l'éducation ont été fortement impactés par le renchérissement de la monnaie australienne de ces dernières années. Le secteur est également un grand consommateur de ressources, qui sont de ce fait rendues difficilement accessibles aux entreprises d'autres industries. L'accès aux travailleurs hautement qualifiés pose également problème pour certains types d'entreprises. Ceci est amplifié par la structure des entreprises actives dans le secteur. Sur les 51 milliards de profits engrangés en 2009-2010, 42 milliards ont en effet été versés à des entreprises étrangères. Bien que ce montant témoigne de l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers, il sou-

ligne un déséquilibre pour l'économie australienne.

Des divergences importantes en terme de croissance se font ressentir au niveau régional. Certaines régions ont en effet enregistré une progression rapide ces dernières années. Au premier trimestre de 2012, la croissance économique nationale annuelle atteignait 4,3 %, mais ce chiffre masque la réalité régionale. En Australie occidentale, un état riche en ressources, la demande a bondi de 14,5 %. Dans le Queensland, elle a augmenté de 7,5 %. À titre de comparaison, la croissance dans les États de Victoria et de Tasmanie était de respectivement 2,7 % et -0,8 %. Les chiffres du chômage indiquent une évolution similaire. La répartition des mines est en effet inéquitable dans le pays.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a adopté une nouvelle taxe sur les profits des entreprises minières. Le

taux d'imposition sur les revenus a été augmenté pour atteindre 30 %, ce qui devrait permettre au gouvernement de se financer à hauteur de 11,2 milliards d'USD. Toutes les compagnies dont les revenus sont supérieurs à 75 milliards d'USD sont concernées par cette nouvelle législation, soit environ 320 entreprises. Celle-ci est encore trop récente pour que ses effets aient pu être analysés. Néanmoins, même si le secteur minier est fortement impacté par cette nouvelle législation, il n'en restera pas moins l'un des plus importants au monde, et un secteur stratégique pour le pays.

Opportunités pour les entreprises belges

Outils d'exploration, d'exploitation en sous-sol et à l'air libre, maintenance d'appareils mécaniques et électroniques, technologies de l'information et de la communication appliquées au secteur minier, contrôle des processus à distance, cartographie, gestion des ressources naturelles autour des sites, solutions en matière d'énergie thermique autour des sites, pneus et véhicules de transport de minerais, boules en acier utilisées pour le broyage, technologies de raffinage et produits chimiques utilisés dans l'industrie minière...



« The future is in our hands, and it will be defined by the way we handle the current minerals boom. Get it wrong, and we falter. Get it right, and we set the nation up for decades to come. »

Julia Gillard, Première Ministre d'Australie, février 2011



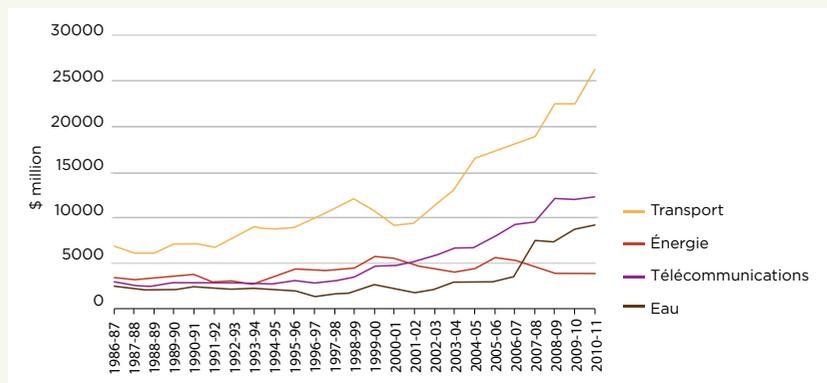
3.2 TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Du fait de sa superficie, le pays fait face à un défi logistique considérable, et une source de croissance non négligeable. En tant que 6^e plus grand pays au monde, il est nécessaire au pays de disposer d'une infrastructure de transport de bonne qualité s'il souhaite pouvoir faire fonctionner son économie. L'Australie, qui est actuellement le 21^e exportateur et 19^e importateur mondial de marchandises, se doit de développer ses infrastructures afin de réaliser des affaires avec ses partenaires interna-

tionaux. Tous ces facteurs ont fait du secteur des transports l'un des piliers de l'économie australienne, puisqu'il représentait 5,1 % du PIB et 5,1 % de l'emploi du pays (583.500 travailleurs) en 2010-2011. Le secteur du transport est le moteur principal de la croissance des dépenses d'infrastructures.

Chiffre d'affaires des différentes branches du secteur des infrastructures, en millions d'USD (ajustés par l'indice des volumes chaînés)

CROISSANCE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION, EN %



Source : Australian Government, 2011

Le commerce international du pays est appelé à augmenter dans les années à venir, en partie grâce aux accords de libre-échange qui vont être conclus sous peu avec le Japon, la Chine, et la Corée du Sud. D'ici à 2030, les flux de marchandises devraient avoir doublé par rapport à 2012. Le commerce international du pays avec l'Asie passe principalement par ses ports, qui représentent 99 % des flux échangés. Les autres types d'infrastructures ne sont toutefois

pas négligés par les autorités australiennes, qui ont adopté en mai 2012 un plan ambitieux de développement de l'ensemble du secteur.

Nation Building Program

Le développement des infrastructures d'un pays est un processus de longue haleine et particulièrement complexe. Depuis 2008, date à laquelle l'organe statutaire « Infrastructure Australia » a été créé, le pays a établi une stratégie





claire de développement de son réseau. Celle-ci a abouti à la création d'un ensemble de plans sectoriels, mais également à la mise en place du « Nation Building Program ».

Ce programme, doté d'un budget de 36,0 milliards d'USD, vise à moderniser et densifier les réseaux routiers et ferroviaires du pays entre 2008-2009 et 2013-2014. À l'heure actuelle, ce sont principalement les États de Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria et du Queensland qui ont bénéficié des fonds alloués, avec respectivement 33 %, 19 % et 24 % du total des ressources. Le réseau routier a été le plus massivement financé, accaparant 79 % des montants dépensés, contre 20 % pour le rail et 1 % pour le réseau portuaire.

Au regard du succès remporté par ce programme, le gouvernement australien a d'ores et déjà annoncé qu'il prépare une nouvelle version du « Nation Building Program ». Les grandes lignes en sont définies et de nombreux éléments doivent encore être précisés, mais nul doute que l'expérience acquise par les autorités lors du succès de la première version du programme assurera un développement rapide des infrastructures du pays.

Route

Le transport routier domestique occupe historiquement une place importante dans les infrastructures australiennes. Malgré une croissance constante depuis plusieurs années, ce mode de transport a néanmoins vu son poids relatif baisser au profit du rail (pour le transport de marchandises) et de l'aérien (pour le transport de passagers). Il n'en reste pas

moins l'un des sous-secteurs les plus dynamiques du pays, puisque 5.261,1 millions d'USD ont été dépensés en 2010-2011 dans la modernisation des routes, contre respectivement 2.591,3 millions et 1.953,1 millions pour les ports et les voies ferrées du pays.

La Nouvelle-Galles du Sud et le Queensland sont les deux États qui ont le plus bénéficié des fonds alloués au secteur par les plans de développement des autorités. Ces deux États concentrent en effet 66,4 % des dépenses d'infrastructures routières consenties en 2010-2011, tous niveaux de pouvoir confondus. Ce chiffre est d'autant plus remarquable que la Nouvelle-Galles du Sud et le Queensland ne représentent que 44,7 % du réseau routier du pays.

Mer

Selon les estimations du Ministère des Infrastructures et du Transport, le volume de containers transitant par les ports australiens devrait atteindre en 2030 près de 2,5 fois son volume de 2007. Cette augmentation rapide traduit la hausse du commerce avec l'Asie, et met les ports australiens sous pression.

Les autorités australiennes, bien conscientes de l'importance stratégique des infrastructures portuaires, ont mis en place dès décembre 2010 un vaste plan de développement des ports du pays, la « National Port Strategy ». Les objectifs de cette politique étaient d'améliorer l'efficacité des mouvements de fret portuaire, et ce à travers l'ensemble du réseau d'infrastructures, de réduire au minimum les effets de ces mouvements sur



d'autres secteurs, et de représenter les intérêts du secteur dans le monde politique. D'autres objectifs relatifs à la sécurité ou à la défense nationale faisaient également partie du programme.

Les résultats enregistrés sont de bon augure pour les entreprises actives dans les infrastructures portuaires. Le nombre de tonnes de cargos chargées depuis les ports australien est en croissance constante depuis le milieu des années 2000. Entre 2005-2006 et 2009-2010, ce ne sont pas moins de 234,3 millions de tonnes de produits supplémentaires qui ont transité par les ports australiens, soit une croissance annuelle pondérée de 7,6 %. Les cinq plus gros ports du pays sont responsables de la majorité de cette progression : en 2010-2011, un peu plus de 53 millions de tonnes de marchandise se sont échangées via les ports de Melbourne, Sydney, Brisbane, Adélaïde et Perth. Le port de Port Hedland a quant à lui connu une croissance spectaculaire depuis plusieurs années, et est devenu l'un des plus importants ports du pays pour ce qui concerne l'exportation de minerais de fer.

Rail

Depuis 2006, le secteur ferroviaire australien est en pleine mutation. La réforme initiée alors a posé les jalons de la libéralisation du secteur. Celle-ci comprenait la privatisation de la « Australian National Railway Commission », la vente de la « National Rail Corporation », et la création d'une agence responsable de l'accès au réseau ferroviaire interétatique, la « Australian Rail Track Corporation ».

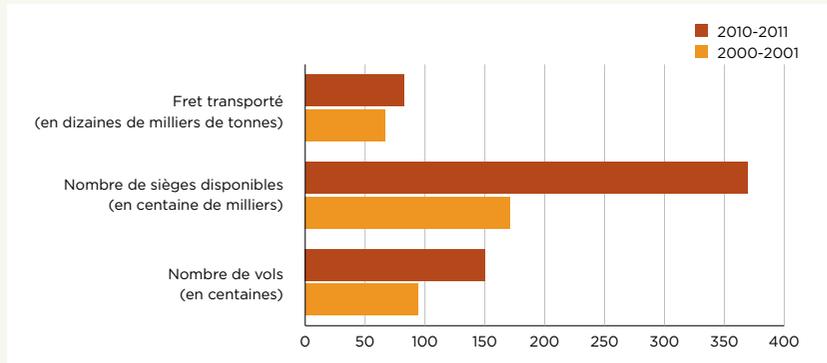
Comme pour de nombreux autres aspects développés supra, la répartition des voies ferrées est inégale entre les différents États australiens. Tandis que l'est du pays est très bien doté (principalement les régions autour de Melbourne, de Sydney et de Brisbane), la côte ouest dispose d'un réseau moins dense. Le centre du pays est quant à lui particulièrement peu développé en matière de transport ferroviaire. Ce sont donc les États de Nouvelle-Galles du Sud, du Queensland et dans une moindre mesure de Victoria qui offrent le plus d'opportunités aux entreprises belges en Australie, sans compter que ce sont principalement les grandes villes du pays qui disposent de tramways ou de métros.

Air

En tant qu'état insulaire, l'Australie doit compter sur son réseau aérien pour le transport de passagers, et dans une moindre mesure de marchandises. Il n'est dès lors pas étonnant que le transport aérien ait dépassé dès 2005 la voiture comme mode de transport de passagers. Alors que fin des années 1990 seuls 60 milliards de passagers-kilomètres ont été transportés par le secteur aérien, ce chiffre est passé à près de 300 milliards en 2009.



ACTIVITÉ AÉROPORTUAIRE INTERNATIONALE EN AUSTRALIE



Bureau of Infrastructure, Transport and Regional Economics, 2012

Le gouvernement estime que les mouvements de passagers depuis les aéroports de la capitale australienne devraient augmenter rapidement dans les années à venir, pour être triplés d'ici à 2030. Cet afflux de passagers devrait provenir à la fois des vols nationaux et des vols internationaux.

Conscient du besoin urgent de moderniser son infrastructure aéroportuaire, le gouvernement a élaboré l'« Airport Act 1996 » fin des années 1990. Celui-ci impose entre autres aux opérateurs de soumettre un Master Plan aux autorités, ainsi que de mettre sur pied des groupes stratégiques de réflexion. Entre fin 2009 et 2011, de nombreuses mesures ont été mises en place, dont plusieurs concernant les nuisances sonores au décollage et à l'atterrissage. De fait, sur les 130 directives qui figuraient dans le livre blanc pour l'aviation de décembre 2009, près de la moitié ont déjà été instaurées par les autorités.

Pour l'ensemble des modes de transport, les autorités australiennes font

face au défi représenté par la croissance du commerce extérieur et par l'intensification du transport national. Afin d'y faire face, les autorités du pays ont explicitement fait appel à l'expertise internationale. Tant en matière de transport maritime que pour les autres domaines, le savoir-faire belge trouvera sans nul doute des débouchés en Australie.

Opportunité pour les entreprises belges

Trains, installation de lignes à grande vitesse, métros, gestion du trafic urbain, parkings, péages autoroutiers, modernisation des aéroports, des ports, des flottes aériennes et maritimes, dragage, installation de pipelines dans les ports, chantiers maritimes, logiciels de navigation, renouvellement des infrastructures routières et des camions, construction de terminaux ferroviaires, fluviaux et routiers, offre de services logistiques et de solutions logistiques de classe supérieure, solutions d'intermodalité des transports...



« The performance of our transport system is critical to the international competitiveness of Australian businesses, which are increasingly reliant on transport links to receive inputs and to deliver goods to domestic and global markets. »

Anthony Albanese, Ministre des Infrastructures et du Transport, Nation Building Program, mai 2012



3.3 SANTÉ

TAILLE DU MARCHÉ AUSTRALIEN (EN MILLIARDS D'USD COURANTS)
ET CROISSANCE, EN %



Source : Business Monitor International

Le secteur de la santé connaît une croissance rapide depuis plusieurs années. Entre 2010 et 2011, l'ensemble du secteur devrait croître de 18,6 %. C'est principalement dans le domaine des soins de santé que le progrès est le plus remarquable. En effet, ceux-ci enregistrent une croissance de 19,1 % entre 2010 et 2011. Ce sous-secteur est également le plus important en termes absolus, puisque près de 87,7 % du total des dépenses du secteur consistaient en des dépenses de soins.

Le pays est un des grands acteurs mondiaux en matière de biotechnologie. Près de 49 % des quelque 470 entreprises biotechnologiques évoluent dans le secteur de la santé. Ces entreprises ont fait de l'Australie le 6^e plus grand marché pour les biotechnologies au monde, et un emplacement de premier ordre pour les entreprises du secteur en Asie-Pacifique.

La répartition des infrastructures de soins est déterminée par la concentration de la population sur le territoire. L'État de Nouvelle-Galles du Sud dispose du réseau le plus dense, avec 399 hôpitaux (privés et publics) en opération. Suivent ensuite les États de Victoria et du Queensland, avec respectivement 311 et

276 institutions de soin. À eux trois, ces États concentrent près de trois quarts des 1.326 hôpitaux que compte le pays.

En octobre 2011, le Ministère de la Santé et du Vieillessement a ajouté 48 médicaments à la liste des produits bénéficiant de subsides afin d'en réduire le prix. Près de 160.000 patients par an seront concernés, et cette mesure atteste du soutien du gouvernement à ce secteur. Grâce aux diverses mesures politiques prises en faveur du secteur, le pays est clairement identifié comme l'un des plus attractifs d'Asie. La récente réforme du système de santé, votée en août 2011 par le parlement, donne également une impulsion considérable au secteur. Celle-ci a entre autres pour objectifs de :

- » débloquer 19,8 milliards d'USD afin de moderniser et renforcer le réseau d'hôpitaux publics dans les dix années à venir, réduire considérablement les délais d'attente aux urgences des hôpitaux australiens,
- » assurer un accès rapide aux soins de chirurgie pour tous les patients,
- » rendre publiques les informations re-

latives à la performance des hôpitaux et de leurs antennes locales, afin de mieux informer les patients australiens,

- » augmenter le poids des communautés locales et des praticiens dans la fourniture des services locaux et
- » renforcer le système de soins de première ligne à travers la création d'antennes locales.

Les ventes de médicaments sont également largement soutenues par le « Pharmaceutical Benefits Scheme », qui vise à garantir que chaque Australien puisse se procurer les médicaments nécessaires à un prix raisonnable. Dans le cadre de ce plan, près de 600 types de médicament sont couverts, offrant un marché de taille conséquente aux entreprises du secteur. Le dernier rapport de Business Monitor International place en effet le pays en tête du classement, principalement grâce à la taille de son marché, de sa structure, et du faible degré de risque commercial encouru. L'Australie devance dès lors le Japon, la Chine et la Corée.

Bien qu'il dispose de capacités de production de haute technologie, le pays reste importateur net de produits pharmaceutiques et d'appareils médicaux. Afin de moderniser son industrie et d'améliorer la qualité des soins, celui-ci a donc besoin d'infrastructures de production et de savoir-faire étranger. Le gouvernement australien a bien compris l'importance du secteur dans son économie, et a établi en 2009 un fonds dédié aux investissements d'infrastructure de santé, le « Health and Hospital Fund ». Celui-ci a alloué près de 3,2 milliards d'USD sur la période 2009-2010. Il disposait d'un budget de 1,8 milliard d'USD pour moderniser les infrastructures de soins en 2011.

Appareils médicaux

(en millions d'USD)	2010	2011	2012 (prévisions)	2013 (prévisions)
Taille du marché	3.6	4.1	4.3	4.5
Production locale	1.7	1.9	2.0	2.1
Exportations	1.4	1.6	1.7	1.8
Importations	3.3	3.8	4.0	4.2

Source : U.S. Commercial services

L'Australie est un marché particulièrement porteur pour les fabricants internationaux d'appareils médicaux, et représente un peu plus de 2 % du marché mondial pour ce type de produits. En raison de son haut degré de sophistication, le système de santé australien nécessite en effet les meilleurs équipements. Tant les hôpitaux du secteur public que ceux du secteur privé sont donc dans l'obligation de faire appel aux entreprises étrangères pour disposer de l'ensemble du matériel qui leur est nécessaire.

Les principales opportunités se situent dans le domaine des maladies de vieillesse. Le diabète, les accidents vasculaires cérébraux, les affections ischémiques et les défaillances du poumon sont amenés à augmenter suite à la sédentarisation de la population et à la croissance de son espérance de vie. Les appareils médicaux utilisés pour lutter contre ces troubles connaîtront une demande accrue durant les années à venir.



« The Government is committing \$2.2 billion over five years for mental health reform, including \$1.5 billion in new measures through the 2011-12 Budget package. The reforms will provide more and better coordinated services for people with severe mental illness, and more prevention and early intervention for children and young people. They will strengthen primary care to ensure services are targeted at those most in need, such as people living in low income areas, rural and remote areas and indigenous communities. »

Tanya Plibersek, Ministre de la Santé, rapport annuel 2010-2011 du Ministère de la Santé, 2011

Opportunités pour les entreprises belges

Imagerie médicale, équipements de recherche et de diagnostique hors-imagerie, équipement médical de tous types, mais plus particulièrement celui concernant les maladies (cardio)vasculaires, le diabète, les affections ischémiques, ainsi que les défaillances du poumon, solutions de diagnostic, santé à domicile, applications des technologies de l'information et de la communication au secteur des soins de santé, bio-informatique, vaccinologie, médecine personnalisée, production et distribution de produits pharmaceutiques, et plus particulièrement les médicaments orphelins, les antidépresseurs ou les nouvelles thérapies contre le cancer et les maladies mentales, partenariats de recherche en biotechnologie, centres universitaires de qualité, biotechnologies rouges...



RÉUSSITES RÉCENTES



Outre les nombreux contrats déjà remportés par les sociétés Jan De Nul et Deme, vous lirez ci-après trois exemples de réussites récentes de sociétés belges en Australie.

BESIX GROUP

SECTEUR : CONSTRUCTION ET INFRASTRUCTURES

BESIX Group est un des plus grands groupes belges actif dans la construction de bâtiments, d'infrastructures, de projets environnementaux et industriels. BESIX est également actif dans l'exploitation de carrières, le facility management, le développement immobilier et les concessions. Il se profile comme un groupe multi-services, depuis la conception jusqu'à la réalisation et l'exploitation. En 2011, le groupe BESIX a réalisé un chiffre d'affaires de 1,71 milliards d'euros. BESIX Group emploie environ 18.000 personnes dans 17 pays sur 4 continents.

BESIX S.A., sa plus grande filiale, offre ses services dans les différentes phases des projets de construction. En plus des activités de BESIX et des autres filiales du groupe (Cobelba, Jacques Delens, Socogetra, Vanhout, Wust, Franki Foundations Belgium, BESIX Park, Lux TP, West Construct) dans le Benelux et en France, le groupe est présent en Europe, en Afrique du nord et centrale, au Moyen-Orient (via sa filiale Six Construct), en Asie centrale et en Australie.

En décembre 2011, BESIX a en effet signé, en association avec l'entrepreneur australien, Thiess, un contrat pour la réalisation d'une infrastructure combinée d'un brise-lame et une infrastructure de déchargement pour matériaux, ceux-ci faisant partie du projet GNL

Wheatstone de Chevron au nord-ouest de l'Australie. Les travaux comprennent le design et la construction d'un brise-lame de 960 m de long et une infrastructure de déchargement pour matériaux dont un mur de quai d'une longueur de 420 m.

Nul ne doute que le savoir faire belge sera apprécié en Australie. La demande croissante d'infrastructures portuaires de haute qualité en Australie est en effet une opportunité d'affaire de taille pour les entreprises belges du secteur de la construction et de l'infrastructure.

www.besix.com

SOFICO

SECTEUR : ICT

Sofico propose des solutions logicielles globales aux sociétés de financement, de leasing et de gestion de flotte automobile. Forte de plus de 20 années d'expérience, Sofico est considérée comme une référence mondiale dans le secteur du leasing et de la gestion de flotte.

Fondée en 1988, l'entreprise a rapidement étendu son activité à l'international et dispose à présent de près de 110 employés ; elle opère dans 16 pays à travers le monde. Trois branches internationales ont vu le jour depuis la création de l'entreprise. Sofico Services UK et Sofico Services Japan sont respectivement responsables des activités du groupe au Royaume-Uni et au Japon. L'implantation australienne, située à proximité de Sydney (North Ryde), représente quant à elle les intérêts du groupe en Australie, mais également en Nouvelle-Zélande.

Sofico Services Australia est active dans les domaines de la consultation aux entreprises, le support aux consommateurs, l'intégration logicielle et la fourniture de services d'applications (ASP). Dans tous ces secteurs, le groupe peut compter sur les ressources humaines disponibles en Australie. La qualité de la formation, surtout en matière logicielle, y est en effet internationalement reconnue.

www.soficoservices.com

SOPURA

SECTEUR : AGRO-ALIMENTAIRE

Sopura développe depuis plus de soixante ans des technologies de nettoyage et de désinfection pour les industries agro-alimentaires, les brasseurs et les producteurs de boissons, ainsi que des solutions de traitement des eaux. Depuis sa création en 1946 à Courcelles, le groupe a connu une croissance rapide qui l'a porté à s'internationaliser. Après avoir réalisé ses premières ventes en Europe en 1955, l'entreprise à démarré la grande exportation en 1981 avec l'Afrique. L'Asie est un marché pour Sopura depuis 1986, tandis que les ventes à destinations de la Russie et de la Communauté des États Indépendants datent de 1994. Le groupe dispose de six sites de production, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni, au Chili et en Australie.

Les produits de Sopura ont été proposés à l'industrie brassicole australienne en 1995. Le groupe a alors obtenu un premier succès avec un produit désinfectant et nettoyant utilisé dans les réservoirs de bière filtrée. Cela a permis au groupe Fosters de réaliser des gains de temps significatifs, de réduire la consommation de CO₂ et de produits chimiques ainsi que les déchets rejetés. D'autres innovations ont été ensuite lancées sur le marché australien, au bénéfice de Sopura et de Foster. Celles-ci

incluent des technologies d'assainissement, une nouvelle technologie de lubrifiant de convoyeur, ainsi que des innovations en matière d'économie d'eau, ou encore de réductions de consommation de CO₂.

Sopura Australie a été créée en 1997, et a servi depuis lors comme base de développement du groupe dans la zone asiatique. L'entreprise y a installé une usine de fabrication en 2004, et est à présent représentée dans chacun des États australiens. Le groupe pourra sans nul doute saisir les opportunités que lui offre le secteur agro-alimentaire en Australie.

www.sopura.com



ÉTIQUETTE



COMMUNICATION ET RELATIONS

- Les salutations se font par un échange de poignées de main. Montrez de la confiance en vous lors de cette première impression, et maintenez le contact visuel avec votre interlocuteur.
- Lors de la première rencontre, il est judicieux de s'adresser à une personne par son titre suivi de son nom de famille.

La plupart des Australiens vous proposeront toutefois rapidement de les appeler par leur prénom. Ne vous choquez pas de cette pratique, qui ne dénote pas une familiarité. Vos partenaires s'attendent alors à ce que vous leur proposiez la même chose en retour.

- L'anglais est souvent la seule langue connue par les Australiens ; ils s'attendent donc à ce que vous le maîtrisiez. Il se peut que vous ayez du mal à suivre le débit rapide de vos partenaires, n'hésitez pas à exprimer cette difficulté.
- Soyez sûr de vous, mais évitez de paraître prétentieux. L'arrogance est l'un des traits de caractère les moins appréciés en Australie.

RÉUNIONS

- On attend de vous que vous soyez ponctuel à vos rendez-vous. Le respect des échéances est également important dans le monde des affaires australien.
- Il est nécessaire de prendre vos rendez-vous longtemps à l'avance, et de confirmer ceux-ci avec votre interlocuteur une à deux semaines avant la date.
- Les Australiens sont assez directs dans leur manière de réaliser des affaires. Il n'est pas indispensable d'établir une relation personnelle pour conclure un accord.
- Attendez-vous à participer à des discussions informelles en marge de la réunion. Ces discussions sont importantes afin de détendre l'atmosphère.

NÉGOCIATIONS

- Les Australiens n'aiment pas perdre de temps. Attendez-vous à rentrer rapidement dans le cœur du sujet. Si vous devez présenter votre entreprise, soyez direct et utilisez de préférence des faits et des chiffres qui marqueront les esprits.
- Les négociations aboutissent généralement vite. Votre offre initiale ne doit donc pas être exagérément éloignée de votre objectif final.
- Les techniques de négociation basées sur la pression ne vous rendront pas service en Australie.
- Le fait d'offrir des cadeaux sera apprécié. Ceux-ci sont généralement remis en fin de réunion, lorsque l'affaire est conclue. Un cadeau typique de la Belgique ou de votre région sera le plus adéquat.

CARTES DE VISITE

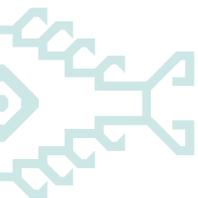
- L'échange de cartes de visite est commun lors des présentations ou en fin d'entretien. Néanmoins, cet échange est moins formel que dans d'autres pays. Ne vous offusquez donc pas si votre carte est rangée dans un portefeuille, ce n'est aucunement une insulte.
- L'anglais étant la seule langue du pays, prévoyez des cartes de visite dans cette langue.

DIVERS

- Évitez de parler de politique ou de religion avant de connaître personnellement votre partenaire.
- Les voyages, le sport, le travail ou la nourriture sont quelques sujets parmi les plus fréquemment abordés par les Australiens dans des discussions informelles.



ADRESSES UTILES



6.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)

Place Saintelette, 2

1080 Bruxelles

☎ +32 2 421 82 11

☎ +32 2 421 87 87

mail@awex.be

www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4

1050 Bruxelles

☎ +32 2 800 40 00

☎ +32 2 800 40 01

info@bruxellesinvestexport.be

www.bruxellesinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE (FIT)

Rue Gaucheret, 90

1030 Bruxelles

☎ +32 2 504 87 11

☎ +32 2 504 88 99

info@fitagency.be

www.flandersinvestmentandtrade.com

AMBASSADE D'AUSTRALIE AUPRÈS DU ROYAUME DE BELGIQUE, DU GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG ET DE L'UNION EUROPÉENNE

Ambassadeur :

SEM Brendan John NELSON

Rue Guimard, 6 - 8

1040 Bruxelles

☎ +32 2 286 05 00

☎ +32 2 231 07 88

austemb.brussels@dfat.gov.au

www.belgium.embassy.gov.au

AUSTRALIA SOCIETY BELGIUM

australiansocietyinbelgium.blogspot.be

aussiesocietybelgium@gmail.com

6.2 EN AUSTRALIE

AMBASSADE DU ROYAUME DE BELGIQUE EN AUSTRALIE

Ambassadeur :

SEM Patrick RENAULT
19, Arkana Street Yarralumla
ACT 2600 Canberra

☎ +61 2 6273 2501

+61 2 6273 2502

+61 408 862 753

(tél. mobile - urgences)

☎ +61 2 6273 3392

canberra@diplobel.fed.be

www.diplomatie.be/canberrafr

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Attaché économique et commercial :

M. Serge WITTOCK

Trade & Investment Commissioner,
Walloon and Brussels-Capital Regions
Mobile: + 61 407 353 007

&

M. Vincent SWINNEN

Senior Trade Officer

Mobile: +61 402 257 185

CANBERRA TRADE OFFICE

3A/120 Giles Street

Kingston 2604 ACT

SYDNEY TRADE OFFICE

Level 6 - Suite 601 - 282 Oxford Street

Bondi Junction NSW 2022

☎ + 61 2 9389 3381

☎ + 61 2 9389 3385

sydney@awex-wallonia.com

www.belgiantrade-australia.org

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Bruxelles Invest & Export ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Australie. Les entreprises bruxelloises souhaitant un soutien en Australie peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX Serge WITTOCK ou à Vincent SWINNEN (voir ci-dessus).

FLANDERS INVESTMENT AND TRADE

Attaché économique et commercial :

M. Kris PUT

Trade and Investment Commissioner,
Flanders Investment & Trade Canberra

3A/120 Giles Street

Kingston 2604 ACT

☎ +61 2 6239 6193

Mobile: +61 410 150 222

☎ +61 2 6239 6187

canberra@fitagency.com

www.flanderstrade.com

EUROPEAN AUSTRALIAN BUSINESS COUNCIL

M. Jason COLLINS, C.E.O.

19-29 Martin Place

Level 57, MLC Centre Building

NSW 2000 Sydney

☎ +61 2 9238 6846

☎ +61 2 9238 6842

info@eabc.com.au

www.eabc.com.au

DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN AUSTRALIE

18, Arkana Street Yarralumla

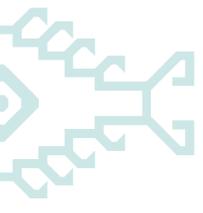
ACT 2600 Australia

☎ +61 2 6271 2777

☎ +61 2 6273 4445

delegation-australia@eeas.europa.eu

eeas.europa.eu/delegations/australia/index_en.htm



6.3 SITES À CONSULTER

- » Portail du gouvernement du Commonwealth d'Australie
australia.gov.au
- » Gouvernement des États et des Territoires du Commonwealth d'Australie
australia.gov.au/about-australia/our-government/state-and-territory-government
- » Portail du parlement du Commonwealth d'Australie
www.aph.gov.au
- » Cour suprême du Commonwealth d'Australie
www.hcourt.gov.au
- » Banque centrale du Commonwealth d'Australie (Reserve Bank of Australia)
www.rba.gov.au
- » Premier Ministre du Commonwealth d'Australie
www.pm.gov.au
- » Ministère de l'Agriculture, de la pêche et de la sylviculture
www.daff.gov.au
- » Ministère des Communications à large bande et de l'Économie numérique
www.dbcde.gov.au
- » Ministère du Changement climatique et l'Efficacité énergétique
www.climatechange.gov.au
- » Ministère de la Défense
www.defence.gov.au
- » Ministère des Familles, des Communautés et des Affaires intérieures
www.fahcsia.gov.au
- » Ministère des Finances et de la Déréglementation
www.finance.gov.au
- » Ministère des Affaires étrangères et au Commerce
www.dfat.gov.au
- » Ministère de la Santé
www.health.gov.au
- » Ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté
www.immi.gov.au
- » Ministère de l'Infrastructure et des transports
www.infrastructure.gov.au
- » Ministère des Régions d'Australie et du gouvernement local
www.regional.gov.au
- » Ministère des Ressources, de l'énergie et du tourisme
www.ret.gov.au
- » Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de l'Eau, de la Population, et de Communautés
www.environment.gov.au
- » Ministère de l'Enseignement, de l'Emploi et des relations au travail
www.deewr.gov.au
- » Ministère de l'Innovation, de l'Industrie, de la Science et de la Recherche
www.innovation.gov.au
- » Bureau des taxations du Commonwealth d'Australie
www.ato.gov.au
- » Office des statistiques du Commonwealth d'Australie
www.abs.gov.au



SOURCES



Agence wallonne à l'Exportation et
aux Investissements Étrangers

www.awex.be

Brussels Invest & Export

www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment and Trade

www.flanderstrade.be

S.P.F. Affaires Étrangères

www.diplomatie.be/canberrafr

Banque Nationale de Belgique

www.bnb.be

Central Intelligence Agency

www.cia.gov

Viewswire

www.viewswire.com

Forum Économique Mondial

www.weforum.org

Fonds Monétaire International

www.imf.org

Banque Mondiale

www.worldbank.org

Organisation de Coopération et de
Développement Économique

www.oecd.org

Eurostat

epp.eurostat.ec.europa.eu

Australian Government, Australian
Bureau of Statistics

www.abs.gov.au

Australian Government, Department
of Infrastructure and Transport

www.bitre.gov.au

Australian Government, Geoscience
Australia

www.ga.gov.au

Australian Government, Australian
Trade Commission

www.austrade.gov.au

New Zealand Trade and Enterprise

www.nzte.govt.nz

NL EVD Internationaal

www.agentschapnl.nl

Services économiques britanniques

www.uktradeinvest.gov.uk

Services économiques suisses

www.osec.ch

Office National Du Ducroire

www.ondd.be

Services commerciaux américains

www.buyusa.gov

Kwintessential

www.kwintessential.co.uk

Market Access Database

www.doingbusiness.org

Organisation Mondiale du
Commerce

www.wto.org



» **Agence pour le Commerce extérieur**

3, rue Montoyer
1000 Bruxelles
☎ + 32 2 206 35 11
www.abh-ace.be

» **Agence wallonne à l'Exportation
et aux Investissements Étrangers**

2, Place Saintelette
1000 Bruxelles
☎ + 32 2 421 82 11
www.awex.be

» **Bruxelles Invest & Export**

500, avenue Louise, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ + 32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be

» **Flanders Investment and Trade**

90, rue Gaucheret
1030 Bruxelles
☎ + 32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.com

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : OCTOBRE 2012

ÉDITEUR RESPONSABLE : MARC BOGAERTS

AUTEUR : FRANÇOIS BRIES

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION ([WWW.CIBLE.BE](http://www.cible.be))

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC